

Réponses aux remarques formulées par la ville de Gravelines concernant le projet de règlement du PPRL de Oye-Plage à Gravelines

1. Remarques relatives aux mesures obligatoires dans les constructions existantes

On peut légitimement penser que la majorité des propriétaires opteront pour la mise en œuvre de dispositifs empêchant la pénétration de l'eau dans les habitations plutôt que l'adaptation des biens. Or en cas d'inondation, nous avons de sérieuse crainte quant à l'indemnisation couverte par les assurances en cas de non efficacité de ces dispositifs.

C'est pourquoi, nous demandons que les prescriptions formulées sur l'existant soit reclassées en recommandations.

À l'égard des biens et activités situés sur des terrains couverts par un plan de prévention des risques (PPR), l'article L. 562-1 du code de l'environnement (II, 4°) précise que ces PPR ont notamment pour objet, en tant que de besoin, de définir, dans les zones exposées aux risques, des mesures de réduction de la vulnérabilité dont l'absence est susceptible d'engager la responsabilité de l'État¹. Ainsi, chaque propriétaire, particulier ou responsable d'activité concerné, a l'obligation de réaliser ces travaux dans la limite de 10 % de la valeur vénale estimée du bien². Seules les prescriptions obligatoires sont finançables par le FPRNM³, alors que les mesures simplement recommandées ne le sont pas.

L'article L. 125-6 du code des assurances prévoit la possibilité, pour les entreprises d'assurance (sur décision d'un bureau central de tarification), d'exclure de la garantie « catastrophe naturelle » les biens pour lesquels le propriétaire ou l'exploitant ne se sera pas conformé dans un délai de cinq ans aux mesures de réduction de la vulnérabilité.

Dans la mesure où le propriétaire ou l'exploitant peut justifier de la bonne réalisation et mise en œuvre de ces travaux, conformément aux prescriptions du règlement du PPRL, rien ne permet de remettre en cause l'indemnisation par les assurances, si toutes les conditions nécessaires à l'indemnisation sont réunies.

2. Remarque relative à la limitation du nombre d'extension, de garage, de carport et d'abris de jardins

Le projet de règlement laisse la possibilité dans les zones vertes et bleues de ne construire, sous la cote de référence, à compter de la date d'approbation du PPRL qu'une seule extension, un seul garage, un seul abri de jardin et un seul carport. Au dessus de la cote de référence, aucun seuil n'est fixé. Par ailleurs, nous observons que ce type de limitation n'a pas été repris sur les autres PPRL récemment approuvés.

Or outre les difficultés d'application d'une telle disposition, on peut légitimement douter de son intérêt pour les carport et abris de jardins, compte tenu de leur faible impact hydraulique pour les uns et des enjeux stockés pour les autres. Par ailleurs, une surélévation des abris de jardins viendrait réduire les capacités de stockage d'eau de la parcelle.

C'est pourquoi, nous demandons à ce que les abris de jardins et les carports soient autorisés sans condition dans toutes zones impactées.

1 voir TA de Montpellier, 04/10/2005, n°0404752 PPRI de l'Etang de l'Or sud, confirmé par la CAA de Marseille, 11/02/2007, n°06MA02931

2 Si, devis à l'appui, il s'avère que le coût cumulé des travaux imposés par le PPR dépasse ce seuil, l'obligation de réalisation ne s'appliquera qu'à la part des mesures prises dans un ordre de priorité et entraînant une dépense totale égale à 10% de la valeur vénale des biens. L'ordre de priorité pourra être lié à la nature et à la disposition des biens visant : en premier lieu, à assurer la sécurité des personnes et éviter des effets dangereux ou polluants ; en second lieu, à minimiser le montant des dommages potentiellement entraînés par les submersions marines. Dans la même logique, si le coût de réalisation d'une mesure dépasse ce seuil, celle-ci ne revêt plus de caractère obligatoire.

3 Pour les habitations, le montant de la subvention éventuellement accordée sera, au plus, égale à 40 % du coût des travaux obligatoires réalisés par le particulier (coût limité à 10 % de la valeur vénale estimée du bien). Pour les entreprises de moins de 20 salariés, le taux de subvention est ramené à 20 %.

Cette disposition a pour objectif de limiter la présence d'enjeux vulnérables, en particulier dans les zones d'aléa fort ou très fort (Vert Foncé et Rouge) et également en zones d'aléa modéré (Bleu Clair, Bleu Foncé, Vert Clair et Jaune). En effet, lors de submersion marine, ces installations peuvent être emportées et constituer des déchets flottants ainsi que des embâcles susceptibles d'aggraver le risque et de créer des dégâts considérables.

De plus, si individuellement le montant des enjeux stockés ou abrités par les abris de jardin et garages paraît faible, à l'échelle de l'ensemble du territoire pouvant être impacté ce montant peut être très élevé. Or, le montant des indemnisations en cas de sinistre est largement supporté par la collectivité nationale.

C'est pourquoi le règlement interdit la construction de garage et abris de jardin en zone d'aléa fort ou très fort, et limite en nombre et en surface ces constructions en zone d'aléa modéré. Toutefois, dans ces zones d'aléa modéré, ces constructions sont admises sous la cote de référence. En zone bleue, il n'est pas imposé de limitation de surface à partir du moment où la construction autorisée est réalisée au-dessus de la cote de référence.

Concernant les carports, compte tenu de leur transparence hydraulique, il serait effectivement possible de faire évoluer le règlement afin de supprimer la limitation de surface sous réserve de l'ancrage des constructions.

3. Remarque relative à l'évaluation de la conformité des projets au regard du règlement du PPRL:

Les demandes d'autorisation au titre du code de l'urbanisme subordonnées à permis de construire devront faire l'objet d'une attestation de conformité délivrée par un architecte ou un expert.

Or des imprécisions dans le dossier nous incitent à demander si l'attestation portera sur la partie projet faisant l'objet de la demande ou sur la totalité de la construction ? Par ailleurs, nous nous interrogeons sur la légitimité des experts pour délivrer cette attestation?

C'est pourquoi, nous demandons des précisions sur ce point du règlement.

Le contenu de cette disposition est explicité pages 14 et 55 du règlement. Il s'agit d'une obligation imposée par le code de l'urbanisme, qui concerne les projets soumis à la délivrance d'un permis de construire, dont la demande devra comprendre une attestation établie par l'architecte du projet ou un expert certifiant la réalisation d'une étude préalable justifiant la prise en compte de l'ensemble des prescriptions dès le stade de la conception. Cette attestation portera sur le projet faisant l'objet de la demande d'autorisation d'urbanisme.

Concernant la légitimité des experts, ces derniers engagent leur responsabilité par la signature de cette attestation.

4. Remarques relatives à l'impact hydraulique des aménagements, accès, infrastructures et réseaux :

Le projet de règlement prévoit, dans chacune des zones, des prescriptions tantôt très précises tantôt nettement imprécises quant à l'impact hydraulique maximum des aménagements, accès, infrastructures et réseaux.

Ainsi, la perméabilité maximum de 95% pour les clôtures paraît difficilement applicable. A l'opposé, les parkings seront rendus « au maximum perméable ». Il est également imposé une étude hydraulique pour tous travaux d'infrastructure publique sans qu'aucune donnée de débit, indispensable à la réalisation de ce type d'étude, n'ait été transmise dans le PPRL ou les différents porter à connaissance.

Aussi, nous demandons que le terme « 95 % » demandé pour les clôtures soit remplacé par « au maximum perméable ». Par ailleurs, il est demandé qu'une définition de « libre écoulement des eaux » soit apportée.

En outre, nous sollicitons la suppression de la mention « étude hydraulique » compte tenu de notre incapacité à réaliser compte tenu des informations qui nous ont été transmises.

Concernant les clôtures, une évolution du règlement serait possible afin de remplacer le terme « 95 % » par « au maximum perméable ».

Les études hydrauliques requises en amont de la réalisation de travaux d'infrastructures ne sont qu'un complément aux études menées pour la réalisation de ce type de travaux. Elles sont nécessaires pour garantir la conformité de l'ouvrage au règlement du PPRL.

Les données disponibles dans le PPRL sont suffisantes pour permettre la réalisation de ces études techniques.

5. Remarques relatives aux prescriptions constructives imposées en cas de changement de destination des biens

Les prescriptions constructives imposées en cas de changement d'affectation des biens (résistance des murs aux pressions hydrostatiques, aux chocs et à l'immersion....) nous paraissent disproportionnées. C'est pourquoi, nous demandons la suppression de ces prescriptions constructives dans ce cas.

Les prescriptions constructives que vous mentionnez concernent les projets admis au-dessus et en dessous de la cote de référence (paragraphes III.2 et III.3). Elles ont pour objet d'assurer :

- la tenue mécanique des bâtiments et éviter ainsi les dommages,
- la sécurité des personnes,
- une vulnérabilité minimale des biens.

Elles sont « de bon sens » et dans tous les cas, prises en compte par les concepteurs réalisant des ouvrages en zone inondable.

Il serait souhaitable de préciser les prescriptions semblant « disproportionnées » afin qu'elles puissent, le cas échéant, être analysées.

Par ailleurs, les prescriptions spécifiques aux changements de destination augmentant la vulnérabilité et créant de nouveaux logements sont précisées au paragraphe III.5) et concernent en particulier les planchers. Pour mémoire, les changements de destination n'augmentant pas la vulnérabilité et ne créant pas de nouveaux logements sont autorisés sans prescription.

6. Remarque relative à l'information sur les parkings en zone inondable

Des imprécisions dans le dossier nous amène à nous interroger si le devoir d'information sur les parkings inondables ne couvre que les parkings en ouvrage ou également le stationnement en voirie. Nous demandons par conséquent des précisions sur ce point.

Ce devoir d'information sur les parkings inondables, prévu spécifiquement pour les projets de nouveaux parkings ou l'aménagement de parkings existant autorisés par le règlement du PPRL dans toutes les zones sous prescriptions (cf paragraphe III.6 du règlement) ne concerne pas le stationnement en voirie.

Toutefois, il convient de rappeler qu'en application du paragraphe V.2.3 du règlement du PPRL (qui renvoie à l'obligation d'information de la population sur les risques) :

« Il appartient à la municipalité de faire connaître à la population les zones soumises à des risques prévisibles de submersion marine par les moyens à sa disposition : affichage et publicité municipale. L'obligation d'affichage du maire comprend les consignes de sécurité figurant dans le DICRIM et celles éventuellement fixées par certains exploitants ou propriétaires de locaux ou de terrains fréquentés par le public sont portées à la connaissance du public par voie d'affiches.

L'affichage doit être effectué partout où la nature du risque ou la répartition de la population l'exige. Cet affichage est mis en place en premier lieu dans les locaux dépendant de la commune et

les autres bâtiments publics. Mais il peut également, en tant que de besoin, être imposé dans des lieux privés faisant l'objet de fréquents passages de la population, dont la liste figure à l'article R. 125-14 du code de l'environnement.

En période de submersion, il appartient aux maires d'assurer la diffusion régulière des informations dans l'ensemble des zones réglementées par les moyens qu'ils jugeront utiles. »

7. Remarque relative à l'implantation des anneaux d'amarrage

Compte tenu des hauteurs d'eau prévues, il est peu probable que les services de secours interviennent sur Gravelines en bateau, c'est pourquoi il est demandé de subordonner cette prescription à des hauteurs d'eau prévues supérieures à 1m.

Cette question a fait l'objet d'échanges lors du comité de concertation du 21 mars 2016. Un représentant du Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS), interrogé sur la pertinence de cette mesure, a indiqué qu'elle lui paraissait opportune et allant dans le sens d'une amélioration de la sécurité de la population et des services de secours. En effet, y compris en présence d'une faible hauteur d'eau, un anneau permet aux secours d'amarrer une barque à fond plat permettant le transport de matériel par exemple.

Sur sa recommandation à l'occasion de cet échange, la localisation de cet anneau d'amarrage a fait l'objet d'une précision dans le règlement.

Cela dit, suite à l'enquête publique et pour donner suite à une réserve émise par la commission d'enquête, les mesures de réduction de la vulnérabilité des biens et activités existants en zones d'aléa, passeront de prescrites à recommandées au sein des zones concernées uniquement par l'aléa « changement climatique » dans lesquelles les hauteurs d'eau sont les plus faibles (zones jaune, bleu clair et rose). Aussi, la pose d'un anneau d'amarrage n'y sera plus que recommandée.